

Afghanistan : la lourde rançon de « sages-inerties »

Par Pierre Lafrance*

Article paru dans le magazine **Géopolitique**

La fausse prudence

« Il est urgent d'attendre ». Le Ministère des Affaires Etrangères a toujours usé et souvent abusé de cet oxymore pour définir sa conduite. Il n'est pas le seul à avoir pratiqué cette prétendue sagesse du « non agir » ou de la temporisation sans toujours mesurer ce qu'elle peut masquer d'insouciance, de paresse intellectuelle, et en fin de compte, d'inconscience. Gardons nous cependant de trop nous accuser. Ce travers fut partagé par la plupart des membres permanents du Conseil de Sécurité comme par les puissances émergentes aspirant à rejoindre leurs rangs, et cela à propos de l'Afghanistan.

Le fait que l'URSS, et avant elle la Grande Bretagne, se soit mêlée des affaires afghanes avec des résultats désastreux ne saurait servir de bonne raison d'abandonner l'Afghanistan à lui-même. En fait, ces deux grandes puissances se sont trouvées - on l'oublie trop souvent – impliquées dans les affaires intérieures afghanes sans l'avoir vraiment prémédité et sans avoir mesuré toute la portée de leurs actions. Bref, elles se sont laissées emporter dans des aventures, et leurs interventions de par leur aspect désordonné, inattentif, et à certain stade brutal et destructeur, ont relevé d'une forme de passivité. Il en va de même à présent, hélas, des Etats-Unis.

Il se trouve que, de par sa position et sa nature géographiques, de par les formes imposées par l'Histoire à son économie et sa culture, l'Afghanistan ne peut être en aucun cas laissé à lui-même. Il dépend de ses voisins et à un titre ou l'autre les menace. Bien plus, à travers ses voisins, il menace le monde.

Il est de longue date la caisse de résonance de ressentiments mondiaux et un carrefour de trafics internationaux souvent délétères. Il est aussi illusoire de vouloir lui imposer l'indifférence au monde que d'imaginer un monde indifférent à lui, bref lui assigner un rôle « d'Etat-tampon » ou de « suisse asiatique ». C'est le conduire à l'arriération et au repli identitaire.

Lorsque sa « révolution communiste » parut à la fois révéler ses justifications sociales et annonça son propre naufrage, l'Afghanistan réussit bel et bien à menacer l'Union Soviétique dans sa raison d'être. C'est ce qui a expliqué la brutalité des interventions de l'Armée rouge dans ce pays.

A ces violences extrêmes, le monde occidental n'a su opposer que d'autres violences d'ampleur régionales ou internationales, qui une fois déclenchées ou libérées ne pouvaient être contenues et se sont retournées contre lui. Là encore, la légèreté conduisant à confier sans examen sérieux le soutien à la résistance à des pouvoirs régionaux a relevé de l'indolence délibérée, et donc d'une certaine forme d'inertie. On n'a prêté à l'Afghanistan qu'une attention lointaine et distraite alors qu'une grande partie de l'avenir du monde se jouait dans ce pays.

Pire encore, dès que l'Afghanistan a cessé d'être occupé par l'Armée rouge et dès que sa société n'a plus eu d'autres forces structurantes que celles, virulentes et antagonistes, déchainées pour la libérer, lorsqu'il n'a plus eu comme moyens de survie que la guerre et les trafics divers, on s'est gardé « sagement » d'aider de façon décisive à sa reconstruction économique, sociale, politique. On l'a laissé s'enliser dans diverses formes de criminalité. Les appels lancés par les agences des Nations-Unies ou par les observateurs les plus avertis sont restés sans écho ou presque.

En se déroband à une tâche « trop compliquée et trop onéreuse », le monde – et là il faut bien l'appeler par son nom puisque c'est en de pareils cas que sa responsabilité est flagrante – le monde donc, a laissé s'accumuler les ingrédients de la tragédie actuelle dont le

prix est énorme. Dire qu'il y eut calcul machiavélique, pari délibéré sur les vertus de l'économie de guerre, préséance sournoisement accordée à une industrie d'armement financée par de très périlleux emprunts, tout cela semble trop insensé pour être crédible, même s'il faut bien y apercevoir quelques éclairs de vraisemblance dans le comportement de tel ou tel acteur. Il y eut avant tout inconscience. On reste dans l'inconscience et il importe d'y mettre fin en sachant à quel problème on est confronté.

Tout d'abord qu'est ce que l'Afghanistan ?

C'est un espace géographique qu'on ne saurait, en raison de ses rugosités extrêmes, rattacher au plateau iranien, ni aux steppes de l'Asie centrale, ni à la vallée de l'Indus. C'est avant tout, un pays de montagnes fixant les neiges hivernales et parcourues de fleuves. Ces fleuves forment quatre grands bassins versants ouvrant sur des espaces voisins ayant marqué l'histoire.

Le grand bassin de l'Helmand et de son affluent, l'Arghandab, débouche sur le Seïstan légendaire au sud est du plateau iranien ; celui du Hari Rud aboutit au nord de ce même plateau tout près de la mer Caspienne ; l'ensemble formé par le Piandj et l'Amou Daria, l'ancien Oxus, attire à lui les eaux coulant du sud vers le nord et mettent le pays en communication avec les immenses plaines semi-arides de l'Asie centrale, entre Hongrie et Mandchourie. Enfin au sud est de la vertigineuse nodosité de l'Hindou Kouch et de ses divers contreforts coulent la Kaboul et ses importants affluents, comme la Kunar vers l'Indus, et font donc partie du bassin de ce gigantesques fleuve pakistanais.

Chaque bassin versant ouvre donc sur trois aires où se sont épanouies des formes de civilisation différentes : nomade et guerrière pour l'une, gestionnaire impérieuse et parcimonieuse de l'eau pour une autre, agricole pour la plus méridionale.

Ayant chacun ses propres apparentements culturels, ses échanges migratoires, les bassins versants d'Afghanistan doivent l'essentiel de leur prix et de leur originalité à ce qu'ils communiquent entre eux. Chaque ligne de partage des eaux comporte, comme il est de règle, de multiples cols, et c'est précisément par ces cols que se constituent la richesse et l'originalité de cet espace. C'est précisément dans l'interconnexion et le commerce, au sens plein du terme, des formes de civilisation environnantes que cet espace puise sa raison d'être depuis des millénaires.

L'Afghanistan peut donc se définir comme un pays de cols, puisque ses cols ont fait son histoire, et dans certaines périodes fastes, sa richesse. C'est par eux qu'il prend sens comme lieu de conciliation et de synthèse entre des aires culturelles dont il rassemble les prolongements.

C'est bien pour cela, pour cette raison géographique toute simple, lisible sur toute carte convenable, que l'Afghanistan ne peut être propice aux formes confédérales ou par trop fédérales de vie publique. Il lui faut une capitale bien située dût-elle s'appuyer sur d'importants chefs lieux régionaux. Toutes les guerres civiles afghanes que nous avons observées depuis deux siècles avaient pour enjeu la conquête et le contrôle de Kaboul, non l'indépendance de telle ou telle région.

Cela dit, l'Afghanistan ne se définit que très partiellement par ses eaux. Il ne faut pas oublier que ses terres ne sont arables que dans une proportion de 12%, et que le tiers seulement de cette surface cultivable est irrigué. Le reste du pays est fait d'un sol aride dont l'herbe rare n'est uniformément verte que pendant quelques mois de l'année. Il est donc un prolongement montagneux de la steppe. C'est un lieu naturel de passage et de pacage pour des tribus nomades le plus souvent farouches et conquérantes.

Or les très hautes montagnes formant l'ossature du pays sont des lieux naturels de refuge pour les populations anciennement installées. Il ne faut donc pas s'étonner de trouver dans les montagnes afghanes les locuteurs de langues indo-européennes ou asiatiques parmi les plus anciennes. Or ces populations sont méfiantes, armées, prêtes au combat. De par leur

présence même aux abords des crêtes, elles rendent le passage des cols problématique. La prospérité du pays dépend très largement de l'aptitude des pouvoirs centraux à les apprivoiser, les rassurer, ou dans le pire des cas, les soumettre, ce qui ne peut se faire que de façon précaire, au prix de longs combats et de rancunes tenaces.

Les anciens maîtres de la steppe, qui furent en leur temps nomades guerriers se considèrent comme maîtres du pays. La précarité même de leurs conditions de vie les pousse à rançonner les moins pauvres qu'eux, lesquels, bien entendu, anciens guerriers eux-aussi, se défendent avec âpreté. La société a donc été naturellement encline à entretenir les solidarités consanguines et à se doter d'oligarchies combattantes.

De surcroît, le territoire a été un lieu de rencontre, c'est-à-dire d'affrontement mais parfois aussi d'alliance, entre les premiers grands envahisseurs et maîtres de la steppe que furent les Aryens, dont sont issus plus des deux tiers de la population, et leurs grands successeurs turcs ou turco-mongols ayant imposé leur suprématie militaire sans partage sur le continent eurasiatique pendant ce que nous nommons le « millénaire médiéval » et qu'on pourrait nommer « millénaire turc ».

Par ailleurs, l'Afghanistan a été un lieu de mission et de conversion pour différents mouvements religieux depuis son adhésion à l'Islam, laquelle a demandé trois siècles pour devenir complète. Le pays a fait une place importante au chiisme principalement sous sa forme imamite ou duodécimaine mais aussi sous sa forme ismaélienne ou septimaine.

Enfin il faut noter que l'Afghanistan comporte une frontière majeure entre les deux grands groupes linguistiques et spirituels issus de monde aryen, le groupe iranien, ou iranique selon les auteurs, et le groupe indien. Le pays, quant à lui, relève majoritairement du monde iranien dont les langues se rattachent au vieux perse de l'Avesta et fait donc face au monde indien dont les langues sont apparentées au sanscrit des Védas (tel l'Ourdou parlé au Pakistan).

Tel que sa géographie et les modalités de son peuplement le font apparaître, l'Afghanistan est donc un pays de confrontations et d'affrontements divers, mais il ne peut survivre et prospérer qu'en surmontant les antagonismes dont il peut être le théâtre, et donc en tirant le meilleur parti possible de ses nombreux cols dont la valeur symbolique se révèle éminente.

La société

Les sociétés qui se sont succédées sur cet espace et ont été, en dépit des invasions, héritières les unes des autres, ont trouvé en certaines périodes des formules d'union généralement consacrées par des entreprises conquérantes. C'est ainsi que l'espace nommé à présent Afghanistan a été par cinq fois métropole d'empire, aux temps des Kouchans, des Ghaznévides, des Ghorides, des Grands-Mogols (dont Kaboul resta longtemps la capitale d'été) et enfin des Durrani, ces derniers proprement « afghans » ou pashtounes et qui, de leur première capitale Qandahar, ont dominé des territoires s'étendant de Nishapour en Iran, à l'embouchure de l'Indus, en passant par Lahore. Ce simple rappel permet de comprendre que les sociétés de cet espace ont pu se doter d'institutions de délibération, de conciliation, de désignation de souverains selon des formules proto-étatiques ou nettement étatiques.

Ces institutions ont, au cours de l'histoire, administré la preuve de leur vitalité mais aussi de leur fragilité. En effet, les populations du pays, et notamment les Pashtounes, marqués par le tribalisme nomade plus ou moins ancien, ont toujours cherché dans la conquête, et à défaut la prédation, la garantie de leur survie dans une lutte conduite par des chefs improvisés.

Ces exigences contradictoires, celle de l'union et celle de la lutte acharnée de petits groupes, ont conféré à la culture afghane, celle des Pashtounes en particulier mais aussi celle d'ethnies voisines, un caractère ambivalent à priori déroutant, mais à tout prendre compréhensible.

Il existe d'une part un système longuement éprouvé de concertation, de délégation de pouvoir, de conciliation à travers des institutions relevant de groupes consanguins comme les tribus mais très souvent aussi d'unités géographiques. Ces sont les Djirgahs, les Shuras, ou assemblées, les syndics ou maleks, les notables aspirant à un pouvoir seigneurial, les Khans. Cet ensemble, qui ne devient féodal qu'en se dévoyant, incarne le souci du bien commun et tente de traduire une sorte d'aspiration républicaine (le roi Zaher se disait républicain). Parallèlement, se maintient et ne demande qu'à s'épanouir une culture du brigandage, de l'affirmation de soi, de la recherche du rapport de force, enfin de la geste aventureuse de chefs rivaux regroupant des partisans autour d'eux.

Cette dernière tendance que, faute de mieux, j'appelle la « flibuste de terre ferme » est extrêmement prégnante et a marqué l'histoire du pays. Presque toutes les successions au trône se sont faites dans la lutte et dans le sang. Les souverains ont passé une grande partie de leur règne à combattre des rivaux autoproclamés. Ont été comme des âges d'or les règnes longs et calmes comme ceux de Dost Mohammad ou, tout récemment, de Zaher Shah. Au demeurant, la culture populaire afghane exalte la force. Ainsi, plus encore que leurs voisins, les Afghans sont friands de combats d'animaux : chiens, chameaux, béliers, mais aussi de cerfs-volants et même d'œufs. Le roman « Les cerfs-volants de Kaboul » de Khalid Hussein est très instructif à cet égard.

La tendance des Afghans à piller, rançonner ou conquérir de vastes et riches plaines a été fort bien décrite dans le « royaume de l'insolence » de Michael Barry, mais il suffit d'étudier de près l'histoire du pays qu'on appelle à présent Pakistan pour mesurer l'importance qu'ont pu y jouer depuis des siècles les incursions afghanes comme celle des Niazi ou des Khattak. Au-delà de cet espace géographique lié à l'Indus, plusieurs Nizam de l'empire des Indes ont été fondés par des hobereaux aventuriers « Pathans », c'est à dire Pashtounes ou Afghans.

Les malheurs récents

C'est cet aspect de la culture afghane qui est à l'origine des malheurs actuels, depuis les rivalités au sein de la famille royale à celle entre les nouveaux maîtres communistes du pays, puis à celle complètement dévastatrice entre des groupes de résistants, groupes formés en grande partie par scissiparité au sein d'un noyau initial, et ayant placé le pays, après la chute du régime communiste, sous la coupe de grands et petits chefs implacablement rivaux entre eux, et pour certains insatiables dans la prédation. Les démons de la société afghane ont été dénoncés plus d'une fois par ses membres eux-mêmes. « Administrez nous ! » demandaient d'un ton suppliant les populations de zones pashtounes au représentant spécial des Nations-Unies en 1993.

Dans ces conditions, les Taleban sont apparus à la fin de la terrible année 1994 comme porteurs d'une promesse : celle d'un Etat de droit, le droit musulman rigoriste certes, mais capable, semblait-il, de mettre fin aux logiques de rivalités et de clientèles. Or le mal était alors très profond. Son symptôme, et aussi le facteur de son aggravation, était bien sûr le règne de trafiquants d'opium et le développement de la culture du pavot, culture dont le principal intrant est, comme on sait, le non droit.

Englués dans le jeu des méfiances et des affrontements interethniques, incapables de s'entendre avec des chefs de guerre bénéficiant d'une aura certaine comme Ahmad Shah Massoud, ne pouvant concevoir d'autre loi qu'hostile à la vie terrestre et à l'innovation, enfin et surtout manipulés par des forces extérieures, les Taleban n'ont fait que rendre plus virulente encore la culture de guerre qu'ils prétendaient combattre. Et c'est sur la guerre civile afghane qu'a pu se greffer une guerre internationale menée par une des plus grandes nébuleuses combattante contre la première puissance militaire mondiale.

L'actuel chaos

Après le 11 septembre a commencé, contre tout espoir, une nouvelle catastrophe.

Pour priver la guerre internationale d'un terreau dont elle se nourrissait, il fallait, avant tout, mettre fin à la guerre civile afghane. Pour désarmer les forces irrégulières, il était urgent, non seulement de construire l'Etat de droit, mais de faire perdre à l'économie criminelle et à la prédation leur raison d'être. Bref, il fallait mobiliser les traditions afghanes les plus favorables à l'apaisement et débarrasser la société de ses démons.

Pour y parvenir, le chemin semblait tout tracé : il fallait donner du travail aux Afghans, et grâce à leur travail, grâce aussi aux effets induits que la société pouvait retirer des rémunérations distribuées, rouvrir tous les cols, mettre en valeur les quatre bassins versants en étendant les terres irriguées, restaurer le réseau routier, tirer parti du potentiel hydroélectrique du pays. C'était certes couteux, mais bien moins que des opérations militaires sans fin. C'était surtout clair et perceptible pour les populations. Elles ne demandaient en fait qu'à construire la paix et ont placé un espoir un peu fou dans la renaissance de l'Etat de droit en se rendant en masse aux urnes, malgré les menaces pesant sur les votants.

C'est là, entre 2001 et 2005 surtout que le principe du « non agir » a révélé sa « suprême sagesse ». Par commodité, conviction idéologique ou simplicité, les Etats-Unis ont refusé toute entreprise de restauration sociétale et économique ou, selon le terme anglais consacré, de « Nation building ».

Les dépenses de reconstruction et de développement sont restées vingt-cinq fois moindre que les dépenses militaires. Bien pis, il fut jugé expédient de s'appuyer sur les commandants locaux et autres chefs de réseaux clientélistes, alors que leur mise à l'écart avait été et redevenait la raison d'être des Taleban. Et on alla plus loin. On crut « moderne » de privatiser les combats en subventionnant des milices anciennes et nouvelles qui écumèrent le pays.

A un moment le président Bush semble avoir pris conscience des réalités et parlé d'un « plan Marshall pour l'Afghanistan ». On dit que le secrétaire à la défense d'alors aurait tout fait pour empêcher que cette déclaration présidentielle fût suivie du moindre effet.

Presque aussi grave a été le comportement du reste de la communauté internationale. Les quelques milliards qu'elle a réunis pour la reconstruction du pays et la remise en route de son économie ont été, par défaut de coordination entre bailleurs de fonds, par gabegie, par complaisance pour les intérêts à court terme de grands pays contributeurs et de leurs entreprises, gaspillés, détournés de leur finalité ultime, dont l'aspect humanitaire mis en avant par les ONG ou les agences des Nations-Unies tendait à faire oublier l'importance politique.

Le résultat fut que, dès 2005, les populations eurent le sentiment d'être bernées par « le monde » et, au sein de leur société, par tous ceux qui s'en faisaient le complice. On ne peut pas dire qu'il y eut basculement brutal de l'opinion afghane en faveur des Taleban. En fait, on se demanda d'abord s'il était sensé de leur résister au péril de sa propre vie, puis on toléra leur présence et on commença à leur accorder quelque sympathie surtout en milieu pashtoune puisqu'ils promettaient, par le biais d'un rigorisme religieux dans lequel les Pashtounes ont longtemps mis leur fierté (qu'on relise « Kim » de Rudyard Kipling) de restaurer la suprématie de leur ethnie dans le pays. Peu à peu, on finit par accepter leur autorité. Elle valait mieux, ou en tout cas, ne pouvait être pire, que celle des chefs locaux de milice.

En un tel contexte de recours aux brigands pour rétablir l'ordre, et d'un vain espoir en la multiplication d'improbables Vidocq, la prolifération de la culture du pavot et du trafic d'opium n'eurent rien d'étonnant. Effet induit de l'influence des trafiquants et des chefs de réseaux clientélistes, la corruption a gagné l'administration selon un processus fort bien analysé par Barnett Rubin lors d'un symposium tenu à Paris en 2008.

Selon certains observateurs afghans, on en serait arrivé à un point où les bandes criminelles seraient devenues en fait des branches ou des services du Ministère de l'Intérieur. Dans un tel contexte, quel espoir reste-t-il à ceux qui veulent doter le pays d'une justice et d'une police « modernes et efficaces ».

Pour la « coalition » antiterroriste ou pour l'ISAF, qu'il ne faut surtout pas confondre entre elles même si la seconde qui est une force de paix des Nations-Unies a été confiée à un opérateur unique, l'OTAN, il reste une piètre consolation : les Taleban se déconsidèrent en devenant par endroits des commandants locaux et en étant redevables d'un bon quart de leurs ressources aux trafiquants de drogue. Ils peuvent difficilement prétendre détenir la clef du salut.

Certes, mais alors cela ne peut donner que plus de force à ceux qui affirment que le salut n'est pas à chercher dans le pouvoir mais dans le seul combat dans une perspective eschatologique plutôt que politique. Ceux-là animent avec ferveur la nébuleuse d'Al Qaïda. Je crois avoir moi-même mesuré la force de leur influence, leurs capacités de persuasion, lorsque j'ai tenté de négocier avec les Taleban la préservation des statues géantes de Bouddha en avril 2001.

En de telles conditions, on n'a laissé au président Karzaï que le pouvoir de louvoyer tant bien que mal parmi des forces qu'on n'avait pas la capacité de brider et qu'il ne pouvait contenir lui non plus. Peut-on être à la fois Charles V et Bertrand Duguesclin quand on n'a qu'un palais et une petite garde prétorienne et quand des forces étrangères, qu'elles soient pro-islamistes ou alliées des Etats-Unis, se disputent le pays ?

Un tel gâchis, un tel chaos est le fait de mauvaises décisions politiques et de mauvais comportements d'acteurs civils. Certes, les militaires ont leur part de responsabilité, mais elle est en somme toute limitée. Il est naturel qu'ils s'insurgent contre les aberrations les conduisant à tuer et se faire tuer et mettent en cause les erreurs des « civils ». Il est également normal qu'ils soient sanctionnés s'ils manquent à leur devoir de réserve. Un fait reste étrange : comment un général détaché auprès d'une entité militaire internationale, l'OTAN, elle-même au service d'une force relevant de l'autorité au moins nominale des Nations-Unies, est convoqué par le seul président des Etats-Unis et muté pour ses écarts de langage ? Qui commande ? Est-il officiel que les Etats-Unis commandent au monde ? Que de dangers pour eux, comme pour tout un chacun !

Les lueurs d'espoir

Ces considérations hélas sombres ne sauraient faire oublier que tout n'est pas désastre en Afghanistan depuis le 11 septembre. Le système scolaire a été très sérieusement remis en route. La réapparition des Taleban, qui naguère voyaient dans l'école publique un des grands fléaux de ce temps, n'a plus d'effet décisif même si quelques dizaines d'écoles ont été brûlées çà et là. Les chiffres de la scolarisation tels que publiés par le Ministère de l'éducation nationale pour les filles comme pour les garçons sont encourageants. La demande d'école dans la population semble trop forte pour que les Taleban puissent la contrarier. Les grandes routes sont toutes reconstruites, et quand la sécurité le permet, on peut aller en deux heures de Kaboul à Jalalabad. Les soins de santé primaires commencent à être assurés grâce à un programme mis en œuvre avec l'aide et le soutien de la population.

Il y a encore mieux que tout cela. Depuis environ cinq ans, un programme est mis en œuvre par le Ministère du Développement Rural et sur un financement de la Banque mondiale. Il consiste à élaborer, avec des instances représentatives des villageois, des projets de développement dont les modalités d'exécution, et en particulier les opérations comptables, sont placées sous la supervision et la responsabilité des villageois eux-mêmes. Le programme, qui concerne pour l'instant 22 000 communautés rurales et pourrait encore s'étendre quelque peu, présente l'avantage d'éviter toute forme de gaspillage ou de détournement des ressources allouées et de rendre les populations responsables de leur

propre avenir. Il préfigure à l'échelle microéconomique ce qu'il faudrait faire avec plus d'ampleur pour des projets de portée macroéconomique. On peut dire que ce programme a ralenti en certaines régions l'avancée des Taleban. Malheureusement le rôle de conseil, de persuasion et d'assistance aux populations concernées, est confié à des ONG et non à un service public afghan. Ainsi le mouvement associatif devient-il l'auxiliaire, presque le prolongement d'organes étatiques ou internationaux alors que son rôle est au contraire d'en rester distant, de repérer leurs carences et de les pallier. L'indigence de l'action des grands responsables civils, les insuffisances du secteur privé, tendent à hypertrophier le rôle des ONG, ce dont certains Afghans se plaignent à juste titre. Quand les remplaçants deviennent irremplaçables, il s'avère que ce qui est entrepris l'est sans vigueur.

La mise en valeur des grands bassins versants a commencé mais avec huit ans de retard.

Enfin l'armée afghane existe. Au contraire de la police, elle semble disciplinée et efficace. Elle a mené quelques combats victorieux contre les Taleban. Son défaut premier semble d'être insuffisamment composite et ne pas comporter un nombre de Pashtounes correspondant au poids démographique de leur communauté. L'armée risque donc de porter une marque ethnique. Au demeurant son rôle n'est pas d'être partie prenante d'une guerre civile surtout si celle-ci revêt un aspect intercommunautaire. Abandonner à l'armée afghane le soin de défaire les Taleban n'est pas une bonne issue à l'actuel imbroglio militaire.

L'imbroglio est très réel. Les Taleban occupent une grande partie du terrain surtout la nuit et leur force combattive semble exacerbée par les revers qu'ils subissent. Se confondant avec les chefs de guerre qu'ils sont sensés combattre, s'alliant même à certains d'entre eux, dépendant en partie des trafiquants de drogue et donc des réseaux de corruption, ils se discréditent. Leur victoire éventuelle, c'est-à-dire l'abandon de l'Afghanistan à leur influence, les encombrerait et les entraînerait dans un comportement leur aliénant une bonne partie de la population. La guerre des chefs aurait toute chance de renaître comme en 1992, et surtout 1994, et déboucherait à nouveau sur le Jihad sans fin.

Quel avenir pour l'Afghanistan ?

Comment imaginer que le pays puisse enfin se libérer de ses démons et trouve la place qui est la sienne. Peut-on d'ailleurs seulement admettre l'inverse ?

Il faut donc espérer que les Afghans patriotes et honnêtes – il y en a parmi les Taleban, les anciens communistes, les monarchistes, les notables – puissent s'unir et constituer une force politique. Les populations la soutiendraient sans doute. On n'en est pas encore là. La société n'y semble pas prête. A moins d'un effort sans précédent de la communauté internationale pour regagner le temps perdu en donnant au pays une assise économique propre à le libérer de ses démons, la guerre n'est pas finie. Il semble hélas presque impérieux de tout « reprendre à zéro ».

*Ambassadeur de France, membre du conseil scientifique de l'association Euromed-IHEDN

Juillet 2010